

DES ASPECTS CONCERNANT À LES ÉPURATIONS POLITIQUES DE LA PRESSE ROUMAINE. 1945

Florin Georgescu

Le domaine de la presse écrite et radiophonique a connu le processus d'épuration politique, processus qui a fait partie de la politique générale des autorités ayant comme but l'instauration du régime de dictature communiste en Roumanie.

La Roumanie avait été englobée dans la sphère d'influence de l'Union Soviétique et du point de vue politique après 23 Août 1944.

La situation internationale de la Roumanie avait été réglementée par la Convention d'Armistice du 12 septembre 1944, qui établissait, en réalité, un régime d'occupation soviétique.

Les nouveaux dirigeants roumains ont adopté une législation répressive dans tous les domaines d'activités.

Le processus d'épuration a été intensifié après le 6 mars 1945, quand le Parti Communiste a pris la direction du pays.

La législation dans le domaine d'épuration politique en Roumanie avait été réglementée par la Convention d'Armistice du 12 septembre 1944, conclu à Moscou en septembre 1944 entre la Roumanie et les Alliées qui ont vaincu l'Allemagne à la fin de la deuxième guerre mondial.

Ainsi, par les articles 14 et 15 de la Convention d'Armistice, le gouvernement roumain a été obligé de condamner les criminels de guerre, une notion qui s'adressé aux personnes qui ont critiqué les nouvelles autorités communistes.

En février 1945 a été adopté la législation (la Loi no. 102 pour l'épuration de la presse, publiée dans le "Moniteur Officiel" no. 34/12 février 1945) qui a représenté le fondement du processus d'épuration politique dans la presse écrite et audio. Dans l'activité législative, le gouvernement Petru Groza a utilisé les journaux du Conseil des Ministres qui n'avaient pas besoin de la signature du Roi Michel I.

Le processus d'épuration politique dans la presse a été déclenché pour destruction des toutes les formes d'opposition anticomuniste dans ce domaine, par l'élimination des journalistes, des rédacteurs et des collaborateurs de la presse.

L'épuration politique de la presse écrite et audio a représenté un processus qui a été initié au début de l'année 1945, quand a été adopté la Loi pour l'épuration de la presse.

Pour la présentation de la modalité d'application de la législation analysée, significatif est, par l'importance des personnalités entouré dans le processus

d'épuration politique de la presse roumaine, le cas concret des journalistes écartées pendant le printemps et l'été de l'année 1945.

L'instrument de l'application de la législation correspondante a été le Ministère de la Propagande Nationale et autres départements gouvernementaux, de préférence le Ministère de la Justice par l'intermède du Tribunal du Peuple qui a condamné des importantes personnalités de la presse roumaine, qui ont activé dans la période 1918-1939.

L'épuration de la structure de la presse a été réalisé par les Journaux du Conseil des Ministres et par les citations de la part de la Commission pour l'Épuration de la Presse, adressée aux catégories des journalistes qui ont connu le processus d'épuration politique.

Antérieurement de l'application des Journaux du Conseil des Ministres mentionnées, le Ministère de la Propagande a publié dans le "Moniteur Officiel" les citations de la Commission pour l'Épuration de la Presse.

L'exclusion du premier group des journalistes professionnels a été réalisée en 1945, par la publication du Journal du Conseil des Ministres, nr. 784 du 17 mai 1945 dans le „Moniteur Officiel“ nr. 73/29 mai 1945, première partie¹. Ce journal a prévu l'exclusion de 43 journalistes: 29 définitivement et 14 temporairement.

La décision de l'exclusion des journalistes évoqués dans ce journal du Conseil des Ministres, a été adopté en conformité avec le dernier paragraphe de l'article V de la loi pour épuration de la presse: "La décision d'élimination ou d'interdiction est adopté par le journal du Conseil des Ministres."²

Les journalistes évoqués dans le Journal nr. 784 du 17 mai 1945 ont été caractérisé comme "fascistes", notion d'une valeur générale et qui est caractérisée par subjectivisme spécifique pour la terminologie officielle utilisée par les autorités communistes ayant comme but l'élimination des opposants politiques.

Pour exemplifier, nous avons eu en vue les cas des trois journalistes professionnels, des cas qui sont significatifs pour le processus d'épuration de la presse écrite, initiée en Roumanie en 1945.

Ainsi, Stelian Popescu a été accusé dans le journal qu'il a „initié une action fasciste à la gazette "Universul", a déclenché une campagne de presse antidémocratique; a attaqué les combattants antifascistes et a instigué permanent contre la presse démocratique, a écrit personnellement en faveur du fascisme italien, a coordonné toutes les actions antidémocratiques, inclusivement le légionnarisme, a fait les éloges et a soutenu le régime dictatorial d'Antonescu, a préparé et a soutenu le guerre contre les Nations Unies"³.

Dans le cas de Pamfil Șeicaru, celui-ci a été catalogué comme „fasciste; apologiste du néo-racisme; instrument des tous les dictateurs roumains“.

¹ "Moniteur Officiel", I, nr. 111/19 Mai 1945, pag. 4093 – 4095

² "Moniteur Officiel", nr. 34/12 février 1945, pag. 978.

³ Idem, I, nr. 111/19 Mai 1945, pag. 4093.

Un autre représentant du group des journalistes professionnels exclu en mai 1945 a été Nichifor Crainic qui, dans sa qualité „d’ancien ministre légionnaire de la propagande nationale, fascise, a soutenu l’entrée dans l’Axe et la guerre contre les Nations Unies, a milité par la presse contre les combattants antifascistes“.

Ultérieurement les autorités ont décidé d’envoyer en justice le group des journalistes évoques dans le Journal nr. 784 du 17 mai 1945.

La première action a été la publication dans le „Moniteur Officiel“ no. 119 du 29 mai 1945, des Ordonnances judiciaires d’envoyer en justice les suivants journalistes :

- | | |
|--------------------------|------------------------|
| 1. Pamfil Şeicaru | 8. Radu Demetrescu-Gyr |
| 2. Ion Dumitrescu | 9. Pan Vizirescu |
| 3. Romulus Dianu | 10. Nichifor Crainic |
| 4. Romulus Seişanu | 11. Stelian Popescu |
| 5. Ilie Popescu-Prundeni | 12. Grigore Bălănescu |
| 6. Ilie Rădulescu | 13. Aurel Cozma. |
| 7. Alexandru Hodoş | |

La fin de mois mai 1945 a représenté le début du procès des journalistes mentionnées, personnalités de la presse roumaine:

1. Stelian Popescu – directeur de la gazette „Universul“;
2. Pamfil Şeicaru – fondateur de la publication „Curentul“;
3. Nichifor Crainic – fondateur de la publication „Gândirea“;
4. dr. Ilie Rădulescu – directeur de la gazette d’extrême droit „Porunca Vremii“;
5. Ion Dumitrescu, Romulus Dianu, Alexandru Hodoş;
6. Radu Demetrescu-Gyr, Romulus Seişanu, Ilie Popescu-Prundeni;
7. Aurel Cozma, Gabriel Bălănescu, Justin Ilieşiu, Nicolae Iliescu.

Quatre journalistes ont été jugés en l’absence:

1. Stelian Popescu
2. Pamfil Şeicaru
3. Justin Ilieşiu
4. Nicolae Iliescu.

La finalisation du procès des journalistes „nationalistes“, c’est manifestée par la prononciation de sentences très dures.

Ainsi, 8 journalistes ont été condamnées à la détention par vie:

1. Pamfil Şeicaru – détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

2. Stelian Popescu - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

3. dr. Ilie Rădulescu - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

4. Ilie Popescu-Prundeni - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

5. Gr. Manolescu - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

6. Gabriel Bălănescu - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

7. Pan Vizirescu - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

8. Nichifor Crainic - détention lourde par vie et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens.

Autres 4 journalistes ont été condamnées à détention pour 20 ans:

1. Ion Dumitrescu – 20 ans détention lourde et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

2. Romulus Dianu - 20 ans détention lourde et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

3. Romulus Seișanu - 20 ans détention lourde et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens;

4. Alexandru Hodoș - 20 ans détention lourde et dégradation civique pour 10 ans, avec la confiscation des biens.

Les derniers 2 journalistes professionnels ont connu les suivantes sentences:

1. Aurel Cozma – 12 ans et demi prison lourde;

2. Radu Demetrescu-Gyr – 12 ans détention lourde et dégradation civique pour 5 ans, avec la confiscation des biens.

Le processus d'épuration politique dans la presse nationale a été finalisé par la confiscation des biens des journalistes qui ont été épurées, jugées et condamnées en 1945. La confiscation des biens a été réalisé par la publication dans le „Moniteur Officiel“ des l'Annonces judiciaires du Ministère de la Justice.

La Roumanie a connu ce processus et pour le domaine de la presse écrite et radiophonique locale qui a été visé tout particulièrement.

Le processus des épurations politiques a représenté un phénomène caractéristique pour la région est-européenne qui a été dominé par l'Union Soviétique pour cinquante ans.

Les lois adoptées relativement à l'épuration de la presse ont représenté la première route vers la destruction de l'opposition anticommuniste et l'épuration des journalistes a contribué à la formation “d'un homme nouveau” du type soviétique et à l'instauration du régime communiste dans la Roumanie avec le soutien de l'Union Soviétique.

ASPECTE REFERITOARE LA EPURĂRILE POLITICE DIN PRESA ROMÂNĂ. 1945

- Rezumat -

Domeniul presei scrise și audio a fost supus unui intens proces de purificare pe criterii politice, proces care s-a înscris în ansamblul politicii generale a autorităților de a-și subordona integral structurile statale și ale societății civile, prin eliminarea tuturor celor care nu se încadrau pe coordonatele trasate de noii guvernanți.

Acest proces de excludere s-a intensificat după 6 martie 1945, odată cu preluarea conducerii țării de către Guvernul dr. Petru Groza, dominat de către Partidul Comunist al cărui țel era acela al instaurării unui regim totalitar.

Legislația adoptată cu privire la procesul epurărilor politice a avut în vedere și presa scrisă și audio și s-a caracterizat printr-un pronunțat caracter represiv, baza acestei legislații fiind Convenția de Armistițiu, încheiată la Moscova pe 12 septembrie 1944, între România și Aliați.

Punerea în practică a acțiunii de purificare a mijloacelor de presă scrisă a avut ca bază teoretică Legea nr. 102 pentru epurarea presei, publicată în "Monitorul Oficial", nr. 34, din data de 12 februarie 1945.

Epurarea politică a instituțiilor de presă scrisă și audio a vizat redactori-șefi, redactori în cadrul instituțiilor de presă scrisă, realizatori de emisiuni radiofonice, personal administrativ și tehnic.

Vârful de lance al aplicării legislației corespunzătoare l-a reprezentat Ministerul Propagandei Naționale căruia i s-au alăturat alte departamente guvernamentale, cu precădere Ministerul Justiției prin intermediul Tribunalului Poporului ale cărui sentințe au vizat și importante personalități ale presei românești interbelice.

Acestor instituții guvernamentale li s-a adăugat Sindicatul Ziariștilor Profesioniști, organizație care trebuia prin însăși existența sa să apere drepturile celor care activau în presă.

Oficializarea înlăturării din structurile presei scrise s-a realizat prin Jurnale ale Consiliului de Miniștri, acestea fiind completate cu citații din partea Comisiei pentru Epurarea Presei, adresate celor avuți în vedere de prevederile Legii 102 din februarie 1945.

Anterior adoptării și intrării în vigoare a Jurnalelor Consiliului de Miniștri prin care erau înlăturați din presa scrisă o serie de ziariști, Ministerul Propagandei publica în "Monitorul Oficial" citații ale Comisiei pentru Epurarea Presei care

funcționa pe lângă Sindicatul Ziariștilor Profesioniști și era subordonată departamentului guvernamental amintit.

Pentru a se asigura că cei excluși din presă nu vor acționa prin diferite mijloace pentru a prezenta adevărata situație politică din țară și evoluția spre un regim dictatorial de tip sovietic, autoritățile nou instalate în martie 1945 au procedat la aducerea în fața Tribunalului Poporului a ziariștilor cuprinși în *Jurnalele Consiliului de Miniștri*: Pamfil Șeicaru, Ion Dumitrescu, Romulus Dianu, Romulus Seișanu, Ilie Popescu-Prundeni, Ilie Rădulescu, Alexandru Hodoș, Radu Demetrescu-Gyr, Pan Vizirescu, Nichifor Crainic, Stelian Popescu. Ordonanțele judecătorești amintite cuprindeau și ziariști care au fost îndepărtați ulterior din mediul gazetăresc în conformitate cu prevederile Jurnalului nr. 993/4 iulie 1945 al Consiliului de Miniștri, respectiv Grigore Bălănescu și Aurel Cozma. Singurul care nu figura în cele două *Jurnale ale Guvernului*, dar a fost trimis în judecată era gazetarul Grigore Manoilescu.

Sfârșitul lunii mai a anului 1945 a constat în declanșarea procesului celor 14 ziariști, majoritatea personalități de prestigiu ale presei românești: Stelian Popescu – director al ziarului “Universul”, Pamfil Șeicaru – fondator al publicației “Curentul”, Nichifor Crainic – fondator al ziarului “Gândirea”, dr. Ilie Rădulescu – director al gazetei de extremă dreaptă “Porunca Vremii”, Ion Dumitrescu, Romulus Dianu, Alexandru Hodoș, Radu Demetrescu-Gyr, Romulus Seișanu, Ilie Popescu-Prundeni, Aurel Cosma, Gabriel Bălănescu, Justin Ilieșiu, Nicolae Iliescu.

Patru dintre cei prezentați au fost judecați în lipsă, respectiv Stelian Popescu, Pamfil Șeicaru, Justin Ilieșiu și Nicolae Iliescu.

Cercul reprezentând procesul epurării politice în presă se încheia prin confiscarea averii celor excluși din mediul gazetăresc, judecați și condamnați, această ultima etapă constând în publicarea în “Monitorul Oficial” a unor Anunțuri judiciare ale Ministerului Justiției.

Procesul epurării pe criterii politice a determinat participarea atât a structurilor guvernamentale (Consiliul de Miniștri, Ministerul Propagandei Naționale, Ministerul Justiției prin intermediul Tribunalului Poporului), cât și a reprezentanților Sindicatului Ziariștilor Profesioniști al cărui rol ar fi trebuit să fie acela de sprijinire a gazetarilor și nu de participare, așa cum s-a evidențiat, la înlăturarea acestora din cadrul mijloacelor de presă datorită dorinței lor de a-și face datoria în slujba adevărului, formulând puncte de vedere care nu se integrau politicii oficiale a guvernanților, suportând astfel o serie de consecințe extrem de dure, ajungându-se până la aceea a detenției pe viață.